

Justice et Libertés

Comité départemental de vigilance contre l'extrême droite

n° 0- octobre 2003

Editorial

Pourquoi ce bulletin ?

Le «Collectif Justice et Libertés», comité départemental de vigilance contre l'extrême droite, initiateur et maître d'œuvre de la manifestation du 29 mars 1997 à Strasbourg, rassemble depuis 1996 un grand nombre d'associations, de syndicats, de partis politiques, de personnalités qui se sont engagés à dénoncer et combattre l'extrême droite en Alsace. Depuis, de nombreuses actions (forums, rassemblements, manifestations, etc.) ont été menées contre l'extrême droite, aussi bien nationale que locale. Dès l'annonce des résultats aux présidentielles du 21 avril 2002, notre Collectif a pris part, activement, aux manifestations contre la percée de l'extrême droite aux élections présidentielles. Sous la bannière du «Collectif Justice et Libertés», des milliers de manifestants ont défilé le premier mai, contre l'extrême droite et son chef de file, Jean- Marie Le Pen.

Notre engagement militant contre l'extrême droite ne se limite pas aux manifestations de rue, pourtant indispensables. Le 23 novembre 2002 nous avons organisé un forum-débat intitulé « 6 heures contre l'extrême droite » au centre socioculturel de Cronembourg. Car « *il ne faut pas seulement manifester, mais aussi comprendre pourquoi certaines idées émergent dans l'opinion* ». Au cours de ce forum, Laurent MUCCHIELLI, historien, sociologue et chercheur au CNRS a développé une analyse critique du discours sur l'insécurité.

Le samedi 30 novembre 2002, des courants issus du Front National, du Mouvement National Républicain (mégretistes) et du Mouvement Régionaliste Alsacien ont fusionné sous la houlette de R.Spieler, S.Bourhis, G.Freulet et consorts pour créer une organisation d'extrême droite régionaliste «Alsace d'abord». Le «Collectif Justice et Libertés» a manifesté contre la tenue de ce congrès à Colmar et vivement protesté auprès de la direction de l'hôtel Mercure «Champ de Mars», lieu du congrès. Des exemples d'actions du «Collectif Justice et Libertés» contre la mouvance d'extrême droite nationale et régionale ne manquent pas.

C'est pour informer l'ensemble des citoyens, forces démocratiques et antifascistes de nos activités ainsi que pour les appeler à nous épauler davantage dans les moments critiques que nous publions ce bulletin.

Nous analyserons également les faits et gestes de la mouvance fasciste nationale et régionale dans notre bulletin.

Nous demandons à toutes les organisations et associations antifascistes, de nous tenir au courant de leurs actions quotidiennes ou ponctuelles contre l'extrême droite.

Seule l'**action** incessante et soutenue par l'ensemble des forces antifascistes permettra de marginaliser un jour la peste brune dans notre pays.

Comité de rédaction

Rassemblement contre « Alsace d'abord » à Strasbourg

A l'appel du «Collectif Justice et Libertés», une cinquantaine de militants de notre Collectif se sont rassemblés, mardi le 2 octobre, devant l'hôtel Pax, rue du Faubourg National, à Strasbourg, où le mouvement d'extrême droite «Alsace d'abord» organisait une « réunion publique». Un cordon de police, placé à une dizaine de mètres de l'hôtel, empêchait les manifestants de s'en rapprocher. Les manifestants scandaient «*police partout, justice nulle part*» ou «*nous sommes tous des enfants d'immigrés...*».

Différents représentants d'organisations membres du «Collectif Justice et Libertés», telles que **LDH, Les Verts, Ras l'Front Strasbourg, Pas/Sages, CJACP, Snuep, SNUipp, LCR, SGEN-CFDT, CLAPEST,UNSA, etc. ont participé à ce rassemblement.**

Voulant se rapprocher un petit peu de l'hôtel, les manifestants ont subi une charge brutale de la police et certains camarades ont été malmenés, voire trainés par terre.

Les DNA de vendredi 3 octobre ont relaté l'événement et ont présenté notre rassemblement comme étant un face à face de «/extrême gauche contre l'extrême droite!» Elles ont donné un large écho à la LCR, comme si notre «Collectif» et ses représentants ne comptaient pour rien dans ce rassemblement.

Le lendemain les DNA ont publié quelques lignes d'une mise au point de notre Collectif. Nous y précisons que le Collectif Justice et Libertés «*rassemble des organisations et des personnes de tous horizons politiques, syndicaux et associatifs démocratiques et républicains*» et que le Collectif «*n'est pas une organisation d'extrême gauche, même si certains de ses membres en font partie.*»

Nous rappelons également que: «*c'est bien ce même Collectif qui a rassemblé 50000 manifestants dans les rues de Strasbourg, le 29 mars 1997, pour protester contre la tenue du congrès du Front national dans notre ville.*»

Une répétition du 21 avril ?

Le projet de réforme du mode de scrutin pour les élections régionales avait suscité l'affolement en Alsace y compris du président de région UMP car la barre des 10% des inscrits risquait d'éliminer la gauche au deuxième tour, provoquant ainsi un remake du 21 avril en Alsace.

En mars 2004, avec la barre à 10% des exprimés, il est probable que l'extrême droite soit présente au second tour dans le cadre d'une triangulaire UMP, gauche, FN, mais l'hypothèse d'une répétition du 21 avril n'est pas à exclure.

L'extrême droite en Alsace reste une menace électorale sérieuse. Ses résultats aux régionales de 98 (20,5% des suffrages exprimés pour le FN, 6% pour Alsace d'abord, 16 élus d'extrême droite-sur 47-au total) sont très proches des scores de Le Pen et Mégret le 21 avril 2002 (27,78% au total).

L'extrême droite au CRA

En 98 le FN avait obtenu 13 élus : Y.Blot, F.Schultz, S.Bourrhis, A.Voelckel, R.Weese, T.Klein, M. Heng, R. Becker, S. Simpatico, C. Chaton, JM. Schneider, P. Binder, G. Freulet.

Alsace d'abord en avait obtenu 3: R. Spieler, D. Hommel, J. Cordonnier.

Aujourd'hui, onze d'entre eux affichent encore une étiquette d'extrême droite. C'est dans les rangs du FN qu'on note le plus de désaffections. Bourhis, Becker, Chaton, Klein, Voelckel, Weese, Schneider ont rejoint Alsace d'abord, via le MNR. Schultz et Blot sont, «non inscrits» au Conseil régional. Ce dernier avait demandé à adhérer à l'UMP. Sa demande avait été acceptée dans un premier temps par l'UMP 67, mais la direction nationale l'a éconduit. Marlène Heng et Denis Hommel siègent actuellement parmi les «divers droites».

Malgré la scission avec le MNR qui lui a fait perdre beaucoup de ses cadres et de ses élus, c'est probablement le FN qui ratifiera la majorité des voix de l'extrême droite en Alsace. Le courant incarné par ce qui s'appelle de nouveau Alsace d'abord n'en n'est pas moins dangereux. Composés d'anciens membres du FN et de MNR, il a toujours tenté de rassembler droite extrême et extrême droite tout en utilisant le fond de commerce régionaliste et sécuritaire. Il n'hésite pas non plus à fricoter avec la droite ultra. Cet été Alsace d'abord et le Bloc identitaire (résurgence d'unité radicale) ont agi de concert pour contrer la venue du groupe rap Sniper à Mulhouse.

Laurent

A nos lecteurs : Plus nous aurons d'informations sur les agissements et les idées de l'extrême droite, mieux nous pourrions les combattre. Alors, à vos stylos, ordi. etc.... :vos contributions même petites sont les bienvenues !

Prochaine réunion : Mercredi 3 décembre 2003 à 20 H30 au CARDEK, 1 Place des Orphelins.

Courriel : justiceetlibertes@voila.fr